



« Agir pour un développement durable qui n'oublie personne »

Séminaire organisé par ATD Quart-Monde.
Avec le soutien du Comité des Régions;
du 22 janvier 2013.

Atelier sur la mobilisation citoyenne.

Contribution des militantes et militants du mouvement -Luttes Solidarités Travail-

Luttes Solidarités Travail

Un mouvement de *rassemblement* des plus pauvres
pour lutter avec d'autres contre la misère et ce qui la produit.

- Luttes*** : car notre vie est une lutte pour survivre et pour sortir de la misère : nos luttes permettront de faire reculer l'extrême pauvreté, ici et ailleurs.
- Solidarités*** : car c'est ensemble que nous ferons reculer la misère ; les solidarités sont le moteur de ce changement.
- Travail*** : car, pour sortir de l'assistance, ce que nous réalisons ensemble est un travail que nous voulons voir reconnu.

Intervention aux rencontres d'évaluation des objectifs du millénaire pour le développement.

Le Mouvement Luttes Solidarités Travail est un mouvement de rassemblement des plus pauvres pour lutter avec d'autres contre la misère et ce qui la produit.

Il nous est proposé de présenter aujourd'hui la démarche initiée par les militantes et militants du Mouvement Luttes Solidarités Travail pour que le 17 octobre soit et reste le temps de témoignage de nos résistances à la misère qui doivent interpeller l'ensemble de la société.

Depuis plusieurs années le Mouvement Luttes Solidarité Travail organise à Namur un événement à l'occasion de la Journée mondiale du refus de la misère célébrée chaque 17 octobre depuis 1987.

Au sein du mouvement LST, nous voulons en faire un moment fort de prise de parole des plus pauvres. Il s'agit à la fois de construire une parole et de trouver les moyens pour qu'elle soit entendue. Nous organisons des actions publiques par lesquelles nous interpellons les autorités politiques concernées et questionnons les politiques de lutte contre la pauvreté. Nous le faisons à partir du vécu des plus pauvres, de notre histoire de résistance à notre misère.

Nous avons voulu que cette action citoyenne que nous portons à travers les associations qui sont les nôtres, introduise dans les murs du Parlement wallon les interpellations des familles et des personnes que nos sociétés relèguent dans des existences de misère.

Chaque année, devant la dalle en l'honneur des victimes de la misère, accompagnés des citoyens et des mandataires publics qui nous rejoignent, des personnes et familles témoignent et questionnent la société à partir de ce que les réalités de l'extrême pauvreté nous imposent.

Sur base de nos histoires de vie nous exprimons notre point de vue sur la manière dont la lutte contre la pauvreté devrait se réaliser. Nous mettons notamment en évidence le fait que les politiques qui se développent, ne luttent pas réellement contre ce qui produit l'extrême pauvreté et ne nous garantissent pas des conditions de vie dignes. Elles deviennent au contraire des éléments qui fragilisent les plus pauvres et augmentent la misère.

Nous allons vous raconter ce combat collectif de plusieurs années afin d'inscrire de manière durable dans les murs du Parlement wallon et les débats qui s'y tiennent, les enjeux de société portés par les plus pauvres.

En effet, pour comprendre les démarches militantes et citoyennes qui sont possibles aujourd'hui c'est important de les situer dans leur histoire qui est constituée par les luttes des plus pauvres pour résister à la misère.

A l'occasion du 17 octobre 1996, nous avons organisé une ballade historique dans les rues de Namur, pour mettre en évidence les divers quartiers et lieux de la ville, dans lesquels beaucoup d'entre nous ont vécu. Nous voulions montrer en quoi ces lieux sont autant de témoins des résistances à la misère portées par nos familles, par des personnes parmi les plus pauvres.

Voici ce qu'en disent les médias en 1996:

« Plus d'une centaine de militants et sympathisants défilent dans les rues de Namur. L'itinéraire passe en revue les lieux symboliques de la résistance à la misère.

A chaque étape de ce « pèlerinage », un panneau illustré rappelle la vie des familles qui ont animé les différents quartiers du centre-ville. Des militants(es) prennent la parole pour dire leurs histoires de vie dans ces quartiers.

Les plus pauvres éprouvent les pires difficultés pour trouver à se loger et la spéculation immobilière va bon train. Chassés de ces vieux quartiers du centre ville par les opérations de rénovation, ils savent très bien qu'ils sont bien souvent « utilisés » pour occuper les logements, les terrains, les quartiers que d'autres ne veulent plus. Une fois les quartiers réhabilités les plus pauvres en sont éloignés.

L'itinéraire a notamment conduit le cortège à l'ancienne école des pauvres et à l'hospice St-Gilles - ancien hôpital général destiné à aider les indigents - qui deviendra bientôt le Parlement wallon, lieu symbolique par excellence, de l'expression de la démocratie. »

C'est devant les portes de cet ancien « hôpital général » destiné à devenir le Parlement wallon que nous avons terminé la journée du 17 octobre 1996 en rappelant que ce lieu garde imprégné dans ses murs une grande part des résistances à la misère portées par les plus pauvres. Et en annonçant que nous ne manquerions pas à l'avenir de raviver cette mémoire au départ des luites et espérances des plus pauvres pour un monde plus juste.

Depuis cette date, chaque année à l'occasion de la journée mondiale du refus de la misère, nous avons organisé un événement public pour démontrer que malgré les intentions annoncées par les politiques de luitte contre la pauvreté, la pauvreté et la misère augmentent ici et partout dans le monde. Chaque 17 octobre nous permet de rappeler que l'extrême pauvreté et la misère trouvent leur origine dans les fondements profondément inégalitaires de nos sociétés. Cette misère pour un grand nombre augmente en lien avec la croissance des richesses et l'accumulation des biens pour une minorité.

En 1993, au moment de la construction du Rapport Général sur la Pauvreté commandé par le Gouvernement belge et publié en 1994, on estimait que 5 à 6% des personnes vivaient en Belgique sous le seuil de pauvreté. Aujourd'hui, en 2013 nous représentons 15% de la population belge à vivre sous les seuils de pauvreté. Une augmentation de 10% en 20 ans.

Entre 1996 et 2012 ce sont diverses politiques de luitte contre la pauvreté qui sont « visitées » par l'analyse de ceux et celles qui subissent les destructions de la misère. Chaque année nous interpellons largement le monde politique en remettant à ses représentants ces analyses intitulées « Regards et questions des travailleurs les plus pauvres sur les projets de politique de luitte contre la pauvreté. ».

Par exemple, en 2001, l'analyse portait sur l'appauvrissement croissant du monde du travail que nous dénoncions déjà dans le Rapport Général sur la pauvreté. Appauvrissement qui s'appuie entre autres sur une dérégulation des protections des travailleurs et la destruction des solidarités collectives telles que la sécurité sociale. On assiste à l'apparition de la valeur « universelle » pour le travail des plus pauvres 1€/h avec en plus, dans certains cas, d'éventuelles allocations sociales qui peuvent toujours être suspendues.

Pour dénoncer cela nous organisons la mise en scène d'une vente publique des travailleurs sur une place importante de la ville.

A travers cette mise en scène, nous montrons comment ces activations imposées nous mettent en concurrence avec l'ensemble du monde du travail et contribuent à fragiliser tous les travailleurs.

Le 17 octobre 2007, soit 11 ans après notre engagement de venir raviver régulièrement les mémoires des résistances à la misère inscrites dans les murs de ce bâtiment devenu le Parlement wallon, nous obtenons de la part des parlementaires l'engagement de poser sur les murs du Parlement une reproduction de la dalle en l'honneur des victimes de la misère.

Le 17 octobre 2008 la dalle est posée dans la galerie du Parlement en présence de nombreux militants et militantes, de citoyens solidaires de nos luites et des parlementaires.

Cette dalle, a été réalisée par les élèves d'une école professionnelle de Dinant et gravée dans une plaque de cuivre. Les textes gravés sont en français et en « Wallon » de notre région.

**« Là où des gens sont condamnés à vivre dans la misère,
les Droits de l' Homme sont violés.
S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré. »**

Depuis chaque 17 octobre, nous invitons les parlementaires et d'autres citoyens à nous rejoindre autour de la dalle pour un temps de témoignage et d'interpellation.

Ces deux dernières années, nous avons initié dans les locaux du Parlement wallon, une réflexion sur la thématique : « *Développement durable, pauvreté et action politique* », en invitant d'autres associations qui agissent pour un monde différent tant au niveau de la promotion des droits humains que de la défense de l'environnement, au Nord comme au Sud de la planète, à participer à une rencontre associative et à nous rejoindre autour de la dalle.

A travers ces rencontres que nous suscitons dans le cadre du Parlement wallon nous ouvrons dans ce lieu de notre démocratie des dialogues qui s'enracinent dans nos vies. Notre objectif est de partager nos préoccupations avec ces autres mouvements qui questionnent notre société. Nous pensons qu'ils intégreront nos questionnements et espérances dans leurs projets de sociétés et leurs revendications.

En 2011, à l'occasion de cette première rencontre associative, nous avons réfléchi ensemble sur la puissance de l'arme alimentaire qui agit aussi sur toutes les populations les plus pauvres des « pays plus avancés ».

Nous avons mis en évidence à quel point les mécanismes qui organisent l'accaparement des terres et de la plupart des moyens indispensables à l'existence humaine, jettent des populations entières ici et ailleurs, dans l'extrême pauvreté et la misère.

On définit les « minima » dans lesquels nous devrions pouvoir survivre et jamais les « maxima » qui par l'accumulation constituent la violation des droits humains.

Cette rencontre avec d'autres mouvements et associations leur a permis de découvrir comment les plus pauvres d'un pays « plus avancé » vivent aussi les conséquences de l'arme alimentaire et paient quotidiennement les conséquences des inégalités croissantes.

En 2012, nous renouvelons cette invitation à une rencontre associative dans les locaux du Parlement wallon en abordant cette fois plus spécifiquement le thème de l'habitat à partir du questionnement : « *Le droit au logement est-ce simplement s'abriter ou habiter durablement quelque part ?* ».

La plate forme Associations 21, dont plusieurs associations membres participaient aux ateliers, définit notre travail commun de la manière suivante :

« Le 17 octobre dernier, nous étions plus de 100 au Parlement Wallon pour entendre les plus pauvres témoigner de leurs difficultés d'accès à l'habitat. Refuser la misère, c'est aussi prendre en compte ces expériences pour définir ensemble des solutions structurelles.

La plupart des personnes présentes, issues de la grande pauvreté, sont des militants de Lutte Solidarité Travail et d'ATD Quart-Monde.» (Site ass.21 Le 11-01-012)

Sur base des échanges de ce 17 octobre 2012, un plaidoyer pour « un accès à un habitat accessible à tous et qui répond aux défis posés actuellement à nos sociétés » est en cours d'élaboration.

Ce plaidoyer porté par des associations membres de la plate-forme et largement inspiré par les points de vues des plus pauvres sera déposé au Gouvernement wallon et aux parlementaires début 2013.

A l'occasion du 17 octobre 2013, nous renouvellerons une fois de plus notre démarche et elle se construira sur base de l'analyse de ce qui constitue pour nous des éléments qui fragilisent notre existence et celle de nos enfants en augmentant les inégalités.

Une démarche qui se veut donc... durable !

Janvier 2013 des militantes et militants du mouvement LST.